

◀ Au chacun pour soi, opposons la solidarité ▶

Fonction publique : grève le 22 mars

**Toute la fonction publique,
tous les services publics sont attaqués**

Le salaire réel des fonctionnaires, en baisse depuis 2013, est encore mis à mal depuis janvier par le rétablissement du jour de carence, l'augmentation du taux de cotisation de la pension civile et de la CSG. Les maigres augmentations salariales prévues pour 2018 par le PPCR ont été reportées.

Le gouvernement a annoncé un plan de dynamitage de la fonction publique. Nous écrivions en 2016 que les fonctionnaires devaient faire front avec les salarié·e·s du privé contre la loi Travail. Il était évident que la fonction publique serait la prochaine sur la liste au nom de cette conception très particulière de la solidarité qui consiste à aligner tout le monde sur le moins-disant. Le statut, les droits ne sont pas un privilège : ce doit être la norme.

Recours accru aux contractuels et plan de départ volontaire. Le gouvernement ne se cache pas. En supprimant 120 000 postes, il détruit encore un peu plus les services publics qui permettent aux plus défavorisé·e·s d'avoir accès aux soins, à l'éducation, de se déplacer... S'attaquer aux services publics et aux fonctionnaires, c'est agir contre la solidarité.

**Une casse du service public qui se décline de la
maternelle à l'université**

Le projet d'ensemble de la fonction publique est d'ailleurs cohérent avec le projet Macron/Blanquer/Vidal pour l'éducation.

Les postes aux prochains concours d'enseignant·e·s sont en baisse de 20 % dans le 2nd degré et de 10 % dans le 1^{er} degré, qui

continue d'être désorganisé par des mesures de pure communication et qui subit des pressions régressives sur les contenus et sur les pratiques pédagogiques.

La réforme du bac et du lycée prévoit de son côté une remise en cause du statut des enseignant·e·s, une baisse des horaires et donc des postes, l'accroissement des inégalités entre élèves et entre établissements.

Quant à la sélection à l'université, c'est la poursuite de la destruction de l'enseignement supérieur public largement engagée avec la LRU en 2007. C'est la porte ouverte à la hausse des frais d'inscription et un cadeau pour l'enseignement privé qui va accueillir moyennant finances les bachelier·e·s recalé·e·s.

**Construisons la convergence
et la grève unitaire le 22 mars**

Sept organisations syndicales de la fonction publique appellent à la grève le 22 mars pour revendiquer une hausse des salaires, l'arrêt des suppressions d'emplois, la titularisation des contractuel·le·s, l'égalité professionnelle, l'abrogation du jour de carence, la défense du système de retraite par répartition.

Alors que le gouvernement mène une offensive tout azimuth contre les salarié·e·s (le statut des cheminot·e·s est lui aussi remis en cause), il faut réussir la mobilisation la plus importante possible le 22 mars, qui doit être un point d'appui pour la construction d'un mouvement de grève reductible et de convergence des luttes.

Toutes et tous en grève et dans les manifestations !
Défendons le bien commun qu'est le service public.
Remettons le progrès social au goût du jour.

Manifestation

14h place Kléber à Strasbourg

10h place de la Bourse à Mulhouse